



**CIE**  
**Afrique Centrale**  
11 - 12 nov. 2020

 Nations Unies  
Commission économique pour l'Afrique

## **DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU**

### Thème :

**Une Révolution de compétences au service de la diversification économique en Afrique centrale face à l'avènement de la COVID-19 et un appel à une meilleure reconstruction post-crise**

### **NOTE CONCEPTUELLE DU MODERATEUR**

Date : 11 novembre 2020

Heure : 10 h 30 – 12 h 45 (GMT+1)

**En ligne**

## I. CONTEXTE

La capacité concurrentielle et le potentiel de diversification économique des pays de l'Afrique centrale sont actuellement inhibés par un développement inadéquat des compétences et une faible productivité. On en veut pour preuve les classements des pays de la sous-région dans l'Indice de compétitivité mondiale (GCI) du Forum économique mondial (FEM) de 2019. Ledit indice mesure les progrès des pays par rapport à 14 facteurs de productivité, dont quatre portent directement sur le renforcement des compétences, à savoir : les compétences, les capacités d'innovation, les conditions du marché du travail et le niveau d'adoption des TIC. Sur les 141 pays évalués, le Rwanda qui occupe le 100ème rang est le pays le plus performant de l'Afrique centrale. Les six autres pays de la sous-région classifiés se retrouvent dans le 75ème centile (pays les moins performants) avec le Gabon en tête du groupe desdits pays au 119ème rang et le Tchad fermant la queue de tout le classement de l'indice à la 141ème position (Forum économique mondial 2019)<sup>1</sup>.

Cette situation s'explique par un manque délibéré de compétences en matière de diversification économique dans la région, rendu amplement perceptible par l'avènement de la Maladie à Coronavirus (COVID 19). La maladie a perturbé les chaînes d'approvisionnement des produits finis et des services vitaux, tels les biens de consommation, les produits pharmaceutiques, les transports aériens et maritimes, mettant ainsi à nu la forte dépendance de la région à l'égard du monde extérieur pour la fourniture de biens et services en raison d'un déficit de production des produits concernés à l'échelon local. Paradoxalement, la sous-région est par exemple l'une des régions les plus richement dotées au monde en matières premières et en biodiversité végétale qui sont nécessaires à la plupart de ses importants produits finis et pharmaceutiques, respectivement.

De nombreuses causes sous-tendent le manque de capacité permettant de s'attaquer à cette crise, la plus perceptible étant la discordance entre les compétences requises pour la diversification économique et le développement durable, d'une part, et le type de formation offerte par les apprenants dans institutions d'enseignement secondaires et tertiaires dans les pays de la sous-région, d'autre part. En fait, d'après l'UNESCO et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), sur les 14 millions d'étudiants africains, moins de 25% sont inscrits dans les filières porteuses de Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STIM).

---

<sup>1</sup> Forum économique mondial 2019. Le Rapport sur la compétitivité mondiale 2019 [www.weforum.org](http://www.weforum.org). Klaus Schwab, éditeur. Consulté le 06 août 2020.  
[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf).

Suite aux deux séminaires préparatoires à la session du CIE de cette année, les intervenants ont posé les jalons d'un débat bien éclairé à l'occasion du CIE dans l'optique de formuler des recommandations claires à l'intention des décideurs et d'autres acteurs impliqués dans la transmission de compétences capitales à notre force de travail nationale actuelle et en herbe. Lors du premier séminaire tenu le 29 mai 2020, les participants avaient appelé les gouvernements des pays de l'Afrique centrale à procéder à une mise à niveau de leur base de compétence et de leur capacité tout en plaçant l'innovation au centre de leur locomotive de développement s'ils entendent rester compétitifs, rompre le cercle vicieux de l'indépendance excessive à l'égard de l'exportation de produits de base et tirer parti des opportunités qu'offre la COVID-19 dans les secteurs de produits pharmaceutiques et alimentaires, (conférence <https://www.uneca.org/webinar-1-36-ice>).

À l'occasion du deuxième séminaire tenu le 30 juillet, les participants sont parvenus à la conclusion que si les États de l'Afrique centrale s'inspirent des expériences de l'Éthiopie, du Japon et de l'Afrique du Sud, entre autres, pour tracer la trajectoire de la diversification économique, ils peuvent rééquiper leurs ressources humaines pour qu'elles soient plus aguerries, plus prospères et plus résilientes face aux chocs externes, (conférence: <https://www.uneca.org/webinar-2-36-ice>).

## II. OBJECTIF DU DIALOGUE POLITIQUE

La 36ème session du Dialogue politique de haut-niveau du CIE a pour objectif d'identifier les dispositions pratiques à prendre dans le processus de développement des compétences cruciales pour la diversification économique de l'Afrique centrale, en particulier par l'entremise des leçons tirées de la COVID-19, et de formuler des recommandations à l'intention des États membres, des Communautés économiques régionales, du secteur privé et des partenaires au développement, en conséquence.

## III. RÔLE DU MODÉRATEUR

Dans le cadre du présent dialogue, le modérateur aura pour rôle d'identifier les problèmes, et d'obtenir des spécialistes des réponses sur les raisons qui sous-tendent la situation qui prévaut en Afrique centrale, et de les inciter à formuler des recommandations concrètes à mettre en œuvre par les États membres, les Communautés économiques régionales, les universités, le secteur privé et autres acteurs, à court, moyen et long terme.

Le débat s'étendra seulement sur deux heures, raison pour laquelle une gestion rigoureuse du temps sera de mise. Le modérateur ne permettra par conséquent à aucune personne, sans exception, de répondre à une question et de faire des observations pendant plus de trois minutes.

Outre les problèmes posés et les questions prévues dans le protocole d'entrevue, le modérateur est tenu de mener d'autres recherches dans l'optique d'enrichir ses connaissances afin de garantir une interaction sans heurt avec les panélistes et le public.

En conséquence, le modérateur se rapprochera de chaque panéliste aux moins deux semaines avant le débat d'experts afin de bien cadrer les travaux et d'accorder aux panélistes du temps pour mener des recherches sur les questions sur lesquelles ils apporteront des éléments de réponse.

#### **IV. RÔLE DES PANÉLISTES**

Les panélistes ont pour responsabilité première d'apporter des éléments de réponse bien fouillés et succincts aux questions du modérateur, en ayant constamment à l'esprit que lesdits éléments de réponse serviront de recommandations politiques aux États membres, et à tous les autres acteurs de l'Afrique centrale.